

most absurd idea to come from the lips of a statesman like the hon. member for Cumberland, upon whom, as he no doubt imagined, the eyes of all nations were just now centred. He (Hon. Mr. Wood) did not believe that the Reciprocity Treaty would ever be renewed, at least not for a long time. It was well known that the Government had already gone to all sorts of extremes to obtain it, but in vain.

**Mr. Workman** said that for the last few days the feeling on this question in Montreal and Quebec, and throughout the whole Province, had been very keen, and the people felt that an outrage had been committed by taxes being laid on the necessaries of life ostensibly to propitiate Nova Scotia. They were tired of this talk of propitiation and would no longer suffer the policy founded on it. Since this question came up he had been humiliated by the conduct of certain gentlemen who in the forenoon had come to him to express their gratification at his action respecting the conduct of the Government, and their disgust at the course of the ministry, which they intended to oppose. Yet ten hours afterwards, they had voted in an opposite way. If these gentlemen chose to sacrifice their conviction of right to the spirit of party, then he thought the country was in danger. So long as they could not see past the silver half dollar held up before them, then he thought the country was in danger. He entreated the members to consider the proposals of the Finance Minister, and not to support them. When the Cabinet gave intimation of the change they proposed, it met with general approval, yet because two or three members threatened to oppose it, were the opinions of all the other members of the House to be rejected who did not choose to tax the food and fuel of the poor and needy? He entreated the House to consider well the vote now to be given, for the country was looking on them with anxiety as to the result.

**Mr. Magill** denied the statement made by the hon. member for Cumberland, that he was inconsistent. He (Mr. Magill) had been calling for fair protection, but not partial protection. If he had been screaming for protection, the hon. member had been bellowing for position. The tax upon coal was most cruel to the poor people of the cities of the West and would be of no benefit to Nova Scotia, as it would not cause its coal to be purchased in Ontario.

[Hon. Mr. Wood—L'hon. M. Wood.]

cité. C'est là, selon lui, une idée tout à fait saugrenue d'autant plus qu'un homme d'État de la trempe de l'honorable député de Cumberland la partage au moment où, indubitablement, tout le pays compte sur lui. Il (l'honorable M. Wood) ajoute qu'il ne croit pas que le Traité de Réciprocité soit jamais réinstauré, en tout cas, pas avant longtemps. On sait pertinemment que le Gouvernement a vainement tenté de l'obtenir même par des moyens radicaux.

**M. Workman** dit, qu'au cours des derniers jours, l'opposition autant à Montréal et à Québec que dans toute la province a été très virulente. La population est outragée d'assumer le fardeau d'une taxe sur les produits de première nécessité qui, de toute évidence, joue en faveur de la Nouvelle-Écosse. Ils en ont assez de toutes les rumeurs qui pullulent à ce sujet et ils ne toléreront plus que la politique soit imbue de favoritisme. Depuis qu'il est question de cette proposition, il a été outré de la conduite de certains messieurs qui sont venus au cours de l'avant-midi lui témoigner leur appui parce qu'il avait critiqué la conduite du Gouvernement et qu'il se proposait de condamner l'attitude du Cabinet qui suscitait chez eux, un profond mécontentement. Pourtant, dix heures plus tard, ils osaient voter en faveur de la politique du Gouvernement. Si ces messieurs préfèrent mépriser leur propre conscience au profit de la partisanerie, il faut en conclure que le pays est entre mauvaises mains. Tant que l'appât du gain animera la pensée de certains députés, l'avenir du pays sera en danger. Il supplie le Cabinet de prendre note des propositions du ministre des Finances et de les rejeter. Lorsque le Cabinet annonça les amendements en question, les députés approuvèrent à l'unanimité. Pourtant, faut-il, parce que deux ou trois députés menacent de s'y opposer, faire fi des opinions de tous les autres membres de la Chambre qui refusent de taxer la nourriture et le chauffage dans l'intérêt des pauvres et des nécessiteux? Il implore les membres de la Chambre de bien réfléchir à la portée de leur vote, car il en va de l'intérêt même de tous les Canadiens qui attendent avec impatience la décision de leur Gouvernement.

**M. Magill** repousse l'accusation d'inconsistance faite à son sujet par l'honorable député de Cumberland. Il (M. Magill) réclamait une protection équitable, non pas une protection partielle. Mais pendant qu'il réclamait cette protection, l'honorable député, lui, exigeait une prise de position. La taxe sur le charbon est très injuste envers les pauvres des villes de l'Ouest et ne bénéficierait aucunement à la Nouvelle-Écosse, puisqu'elle entrave la vente de son charbon en Ontario.